

**VIIIe ASSEMBLÉE PLÉNIÈRE DU FORUM INTERPARLEMENTAIRE DES AMÉRIQUES  
8-10 SEPTEMBRE 2011, ASUNCIÓN, PARAGUAY**

**GROUPE DE TRAVAIL 3: APPROCHES MULTIDIMENSIONNELLES À LA SÉCURITÉ DU CITOYEN**

**RECOMMANDATIONS**

**Présidente:**

Sénatrice Edmonde Beauzile (Haïti)

**Experts:**

Marco Antonio Rodriguez Corrales (Bolivia)

Gustavo Béliz (Argentine)

**Recommandations**

1. Intégrer l'ensemble de la politique publique sur la sécurité citoyenne, la gestion des risques de désastres et les changements climatiques pour obtenir une synergie en matière normative, institutionnelle et d'organisation sociale ;
2. Fortifier l'intégration entre des pays des sous-régions et des régions pour générer des instruments communs, une coopération horizontale transfrontalière et des échanges d'informations et de connaissances en matière de sécurité, de désastres et de changements climatiques ;
3. Créer ou fortifier l'institutionnalisation de l'administration pour gérer les risques et les désastres de manière à favoriser le respect des droits de l'homme, et contribuer positivement à la permanence des principes de la sécurité des individus ;
4. Promouvoir la participation citoyenne en encourageant une conscience et une culture de prévention et de protection de la société civile, basée sur les valeurs de la solidarité, sans dispenser l'État de sa responsabilité dans ce domaine ;
5. Prendre en considération, dans les processus de récupération et de reconstruction postérieurs aux désastres, les éléments destinés à fortifier le capital social et le concept de sécurité humaine ;
6. Promouvoir des systèmes de banques de données statistiques et d'indicateurs comparés sur les crimes et la violence, qui proviennent de plusieurs sources et qui permettent la

surveillance permanente et l'évaluation de la politique publique en faisant participer la société civile ;

7. Renforcer les commissions spéciales au niveau parlementaire par la stabilité et au moyen d'échanges avec le secteur universitaire et des spécialistes interdisciplinaires de prévention de la violence, de manière à garantir une approche intégrale des interventions en renforçant l'institution de la famille, l'école et la salubrité publique grâce à l'enseignement des valeurs comme une dimension morale et éthique de la politique ;
8. Prêter une attention spéciale à l'analyse des budgets publics destinés à la prévention de la violence – autant l'aspect quantitatif que qualitatif – selon ses différentes causes sociales, en renforçant spécialement l'institution de la famille, l'école et la santé publique, et en encourageant des actions concrètes qui se traduisent par une pédagogie éthique de l'action politique ;
9. Stimuler des législations qui se traduisent en mécanismes de contrôle et de répression efficaces des flux financiers liés au crime organisé ;
10. Promouvoir le renforcement des institutions pour qu'elles s'acquittent de leurs rôles et concrétisent des actions utiles à la prévention sociale et la préparation des pays pour affronter les phénomènes naturels, en encourageant l'utilisation adéquate de la science et de la technologie et en profitant au maximum des capacités existantes dans nos pays ;
11. Adapter, quand c'est opportun, la législation au niveau national et régional, en fonction des nouvelles modalités de la criminalité et de la violence ;
12. Prendre en considération dans les politiques publiques la question de la sécurité alimentaire dans le cadre de la lutte contre la faim et la malnutrition ;
13. Recommander une résolution à soumettre à l'OEA et aux Nations Unies pour la création d'un Fonds compensatoire de l'environnement, financé par les pays générateurs de graves dommages contre l'environnement (par exemple les changements climatiques) pour assister les pays les plus vulnérables ;
14. Préconiser que les entreprises transnationales installées dans les pays en développement se plient aux mêmes exigences environnementales que celles qu'elles observent dans les pays développés, et que les pays en voie de développement – de leur côté – fixent leurs propres normes ;
15. Promouvoir l'organisation de travailleurs sociaux multidisciplinaires qui contribuent aux tâches de prévention des causes sociales génératrices de violence.